Paris, le 26 novembre 1985

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE
CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE
MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL
COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL
Neuvième session ordinaire
Siège de l'Unesco, Paris, 2-6 décembre 1985

Point 12 de l'ordre du jour provisoire : examen des activités promotionnelles et moyens de renforcement de ces activités au niveau national

Les activités promotionnelles ont été poursuivies selon les orientations définies par le Comité; la réalisation de matériel d'information ayant été menée à bien, l'accent est désormais mis sur son exploitation, en particulier celle de l'exposition des photographies des biens du patrimoine mondial, et sur la vente du matériel (affiche, badge, dépliant, livre ...) au profit du Fonds du Patrimoine mondial. Tout en félicitant le Secrétariat pour ces réalisations concrètes, le Bureau, à sa 9ème session, a souligné qu'une politique de promotion réellement efficace, c'est-à-dire de nature à toucher le grand public et à contribuer à alimenter le Fonds du Patrimoine mondial, ne pourrait être menée à bien qu'en faisant appel à des spécialistes de la communication. Le Bureau a souhaité, en conséquence, que cette question fasse l'objet d'un débat lors de la réunion du Comité. Pour préparer ce débat, le Secrétariat a pris contact avec plusieurs spécialistes de la communication, qui ont élaboré gracieusement des propositions pour une politique de promotion; ces propositions sont résumées ci-dessous.

Le Bureau a également estimé que l'absence, dans la plupart des pays, de structure nationale pour la mise en oeuvre de la Convention constituait un frein aux activités d'information du public et de promotion de la Convention. Les moyens d'améliorer cet état de fait pourront aussi être évoqués par le Comité.

Enfin, conformément au voeu du Comité à sa dernière session, le Secrétariat a élaboré un projet de directives pour la réalisation de plaques destinées à célébrer l'inscription des biens sur la Liste du Patrimoine mondial. Le Bureau a recommandé au Comité l'adoption de ces lignes directrices et leur inclusion dans les Orientations devant guider la mise en oeuvre de la Convention.

I. Activités d'information du public

A. Exposition

L'exposition réalisée par l'INCAFO (Instituto de la Caza Fotografica y Ciencias) de Madrid, avec l'aide du Ministère espagnol des biens

culturels, comporte, pour chaque bien inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial, une photographie accompagnée d'une légende trilingue (anglais, français, espagnol) résumant les principales caractéristiques du bien qui justifient son inscription. Ces textes ont été préparés par l'UICN et l'ICOMOS, en coopération avec le Secrétariat.

Cette exposition existe pour l'instant en trois exemplaires, l'un exploité en Espagne, l'autre acquis par Parks Canada et le troisième, dont dispose le Secrétariat.

En Espagne, l'exposition a d'abord été montée au Jardin Botanique de Madrid, où elle est restée environ un mois (de mai à juin) et où un public très nombreux l'a visité. Un plan de montage dans une douzaine de villes espagnoles, dont plusieurs comportent des biens du patrimoine mondial (Burgos, Cordoue, Grenade), a été mis au point par le Ministère des biens culturels qui assure sa circulation pendant une année entière. On compte que plus d'un million de personnes auront ainsi l'occasion de la voir.

Au Canada, l'exposition a tout d'abord été présentée pendant une semaine en juillet à "Harbourfront Development", Toronto, à l'occasion des cérémonies du centenaire des parcs nationaux canadiens. Au cours de cette semaine, spécialement consacrée à la Convention du Patrimoine mondial, un jeu informatique destiné à des équipes de jeunes venant de trois pays (Canada, Etats-Unis et Pays Bas) a été organisé: Il s'agissait de répondre à une série de questions sur des sites du patrimoine mondial. Ce jeu s'est déroulé pendant trois jours consécutifs, devant un public très intéressé.

L'exposition a ensuite été montée à l'hôtel Chateau Lake Louise dans le Parc national de Banff au mois d'août, avant, pendant et après la cérémonie d'inauguration de la plaque du patrimoine mondial des parcs des rocheuses canadiennes.

En septembre, elle a été présentée au "Banff Centre", qui accueillait quelques 450 participants à l'Assemblée canadienne des Parcs nationaux.

Au début de 1986, les autorités canadiennes envisagent de monter l'exposition dans l'enceinte du Ministère des Affaires extérieures du Canada à l'occasion d'une série de séminaires organisés par la section canadienne de l'ICOMOS sur le thème "Patrimoine vivant du monde".

Le troisième exemplaire de l'exposition, dont dispose le Secrétariat, a été envoyé à Sofia (Bulgarie) pendant la 23ème Conférence générale de l'Unesco et présenté aux délégués. Cet exemplaire peut être prêté aux Etats qui souhaiteraient l'utiliser dans leur pays; cette solution présentant évidemment l'inconvénient d'immobiliser le seul exemplaire disponible pendant une durée déterminée. C'est pourquoi les pays qui le pourraient devraient plutôt envisager d'acquérir leur propre exemplaire (on compte environ 4.500 \$ pour le tirage du jeu complet).

Le Secrétariat a en outre participé à une importante manifestation de l'Association internationale des Arts plastiques patronnée par l'Unesco; cette manifestation, intitulée "Mémoire des rues - Mémoire du monde" s'est déroulée dans le métro parisien du 19 au 23 novembre dernier, et avait pour objectif d'attirer l'attention du public sur la valeur de son patrimoine, à commencer par son environnement urbain immédiat. Dans la mesure où cette opération, qui doit être suivie d'autres activités pendant toute l'année 1986 dans quelque cinquante pays, était patronnée par l'Unesco, il a paru intéressant de montrer l'action de l'Unesco en faveur du patrimoine mondial; trois expositions de photographies de biens du patrimoine mondial, accompagnées des

légendes explicatives, ainsi que des films sur l'action de l'Unesco en faveur du patrimoine culturel et naturel, ont donc été présentées dans trois stations de métro au profit du Fonds du Patrimoine mondial, et une affiche et un badge réalisés à cette occasion sur financement du Fonds du patrimoine mondial. Cette affiche et ce badge, ainsi que le dépliant sur le patrimoine mondial ont été mis en vente dans les huit stations de métro où se déroulait la manifestation, dans lesquelles du personnel de l'Unesco fournissait des explications sur la Convention. Largement couverte par la presse écrite et audiovisuelle française, cette manifestation a permis de toucher un public nombreux et très divers, et de faire mieux connaître l'action de l'Unesco dans le cadre de la Convention.

B. Dépliant-Affiche

Le dépliant-affiche qui est édité en trois langues (anglais, français, espagnol) présente de façon simple et adaptée au grand public les objectifs de la Convention, la liste des sites et leur localisation, ainsi que la liste des Etats parties au mois de décembre 1984.

Il a fait l'objet d'une large diffusion auprès des Etats, y compris ceux qui n'ont pas encore adhéré à la Convention, ainsi qu'auprès des organisations internationales non-gouvernementales qui participent à la mise en oeuvre de la Convention.

Destiné avant tout au grand public, il a également été largement distribué - soit gratuitement soit vendu à un prix modeste (60 US cents environ) - à l'occasion des expositions sur le patrimoine mondial qui ont été organisées en Espagne, au Canada et en France.

La maison d'édition, Plaza et Janes, qui publie les volumes illustrés sur le patrimoine mondial, vient d'en acheter 1000 exemplaires pour distribuer à ses lecteurs.

En outre, la Délégation permanente d'Australie auprès de l'Unesco vient de décider d'acheter 1000 exemplaires du dépliant pour le diffuser dans son pays.

Les fonds ainsi recueillis permettront de contribuer à une nouvelle édition de ce dépliant, qui est envisagée en 1986 pour inclure les nouveaux sites inscrits sur la Liste de Patrimoine mondial et les nouveaux Etats membres.

Les Etats parties qui souhaiteraient acquérir un nombre important de copies de ce dépliant sont invités à en faire part au Secrétariat.

C. Brochure

La brochure de l'Unesco, "Qu'est-ce que ? la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel", dont la mise à jour a été effectuée en 1984, sera complétée par la description des nouveaux sites que le Comité aura inscrit à la présente session avant d'être publiée (début 1986).

II. Réalisation de matériel de promotion plus spécialement destiné à la vente

A. Guide du patrimoine mondial

La première édition en espagnol du Guide du patrimoine mondial est

parue: chaque délégation au Comité en a reçu un exemplaire. On rappellera que les droits d'auteur et les droits universels de photographie ont été acquis par l'Unesco, qui peut donc le faire publier dans d'autres versions linguistiques. Le Secrétariat a recherché des éditeurs qui soient intéressés à éditer ce livre aux conditions suivantes: la traduction serait à la charge de l'éditeur qui pourrait en revanche recevoir l'iconographie au prix coûtant; 10 % du produit des ventes seraient versés au Fonds du Patrimoine mondial.

Plusieurs maisons d'édition en France, en Italie, au Royaume-uni, en République fédérale d'Allemagne et en Suisse, se sont montrées intéressées et le Secrétariat espère qu'une impression pourra être faite vers le printemps 1986, au moins pour les versions française et anglaise.

La version espagnole, quant à elle, sera rééditée après mise à jour.

La vente de la première édition espagnole a rapporté 4.500 \$ au Fonds du Patrimoine mondial.

B. Volumes illustrés sur le patrimoine mondial

Les participants à la réunion du Comité peuvent consulter les premiers exemplaires de la série éditée par la maison d'édition Plaza et Janes (Espagne), sous contrat de l'INCAFO, sur le patrimoine mondial.

Cette série comprendra dix volumes, tirés à 2000 exemplaires, pour la version espagnole, et vendus par souscription. Cette collection n'a bénéficié d'aucun appui du Fonds du Patrimoine mondial, qui recevra 15 % des royalties versées à l'INCAFO.

En outre, un contrat a été conclu par l'INCAFO avec une maison d'édition Yougoslave ("SPEKTAR") pour la publication de ces volumes en quatre langues et leur diffusion dans une dizaine de pays. Les deux premiers tomes paraîtront fin 1985. Deux autres maisons d'édition, au Brésil et en Egypte, sont en négociation avec l'INCAFO pour d'autres versions linguistiques.

Le Fonds du Patrimoine mondial recevra 2 % du produit des ventes des versions éditées par la maison yougoslave.

C. Affiche et badge

L'affiche et le badge qui ont été produits à l'occasion de la manifestation, "Mémoire des rues" ont été pour la première fois mis en vente dans le métro parisien, pendant cette manifestation. L'intention du Secrétariat est de continuer à assurer la vente de cette affiche qui a été réalisée par un artiste connu (Le Yaouanc), de façon continue dans les services de l'Unesco qui accueillait les visiteurs et à l'occasion d'autres manifestations concernant le patrimoine mondial. Les Etats parties peuvent également mettre à profit ce matériel pour promouvoir la Convention dans leur pays.

III. Contribution des Etats membres à la promotion de la Convention

Parmi les activités décrites ci-dessus, plusieurs n'ont pu être menées à bien que grâce à l'initiative ou à la participation de structures nationales, comme le Ministère des biens culturels espagnol ou Parks Canada. D'autres actions d'information du public relèvent spécifiquement

de la compétence des Etats : il s'agit des cérémonies d'inauguration de plaques, dont plusieurs ont lieu chaque année.

Mais la contribution des Etats à l'information de leurs ressortissants reste assez limitée, et le Bureau a estimé que l'absence, dans la plupart des pays, de structure chargée de la mise en oeuvre de la Convention constituait une des causes de cet état de fait. Il faut, à cet égard, rappeler les dispositions de l'Article 17, qui prévoit la création des associations nationales publiques ou privées.

A. Cérémonies d'inauguration de plaques

Plusieurs cérémonies d'inauguration de plaques ont eu lieu depuis la dernière session du Comité. C'est le cas en Colombie pour la ville de Carthagène, aux Etats-Unis, pour le parc national de Yosemite, au Canada, pour les sites des rocheuses canadiennes et de Wood Buffalo, en Australie pour la Grande Barrière et au Zaïre pour le parc national des Virunga. Cette dernière cérémonie s'est déroulée à l'occasion du 60ème anniversaire de la création du parc national des Virunga, pour lequel le Zaïre avait organisé un important colloque international sur les problèmes de conservation du parc, clôturé par la cérémonie elle-même.

B. Autres initiatives nationales qui pourraient être développées

On a mentionné plus haut dans ce document la participation que les Etats devraient apporter à l'acquisition et au montage de l'exposition de photographies sur le patrimoine mondial.

Du matériel spécifique est réalisé sur le patrimoine par certains Etats, comme les brochures que le Canada et les Etats-unis distribuent aux visiteurs des parcs et des sites culturels, ou encore le jeu informatique réalisé par Parks Canada. De telles initiatives pourraient être développées.

Le Comité français pour le patrimoine mondial, qui est abrité par la section française de l'ICOMOS, envisage, pour sa part, une publication destinée au grand public concernant les sites français inscrits sur la Liste du Patrimoine mondial, et doit, en 1986, participer au montage itinérant de l'exposition du patrimoine mondial.

Il est certain que de telles actions devraient être multipliées et que l'un des obstacles est l'absence de structure nationale appropriée. Toutefois, les relais que peuvent constituer de telles structures ne pourraient être pleinement efficaces que dans le cadre d'une politique de promotion plus ambitieuse et plus globale menée par le Secrétariat. C'est la raison pour laquelle le Bureau a recommandé au Comité d'étudier la possibilité de faire appel à des spécialistes de la communication pour définir et mettre en oeuvre une telle politique.

IV. Contacts pris avec des professionnels de la communication

A sa 9ème session, le Bureau a souhaité que le Comité examine les moyens de la mise en oeuvre d'un véritable plan de promotion. Pour préparer cet examen, le Secrétariat a consulté trois spécialistes de la communication, qui ont élaboré par écrit des propositions préliminaires d'action.

Les trois spécialistes s'accordent sur les principes suivants: pour mener à bien un plan de promotion, il faut:

- concevoir un message clair, reflétant l'image de marque que l'on souhaite donner de la Convention du Patrimoine mondial;

- éviter la dispersion des activités de communication;
- concevoir une politique coordonnée de communication et d'appel de fonds.

Ils divergent, en revanche, sur les modalités de mise en oeuvre, puisque l'un est plus axé sur l'utilisation simultanée des moyens de presse (écrite et audiovisuelle) et de matériel d'information existant ou à produire (cartes postales, calendriers, etc. ...); l'autre met presque exclusivement l'accent sur la recherche de fonds et suggère d'élaborer un plan de "marketing"; le troisième propose un plan en plusieurs phases, dont seule la première nécessiterait un investissement de départ, et qui consisterait à lancer simultanément - et de façon indissociable - un appel direct au mécénat au profit du Fonds et une campagne médiatique de soutien et d'information destinée au grand public.

Au stade actuel il paraît difficile de décider quelle est la meilleure voie à suivre. Mais, si le Comité était d'accord sur le principe de faire appel à des professionnels pour améliorer la politique de promotion, il pourrait donner mandat au Secrétariat de réaliser une étude plus poussée; le bureau, à la lumière des propositions concrètes qui résulteraient de cette étude, déciderait du lancement ou non - d'une première campagne dans un ou plusieurs pays tests.

V. Projet de lignes directrices pour la réalisation de plaques destinées à commémorer l'inscription des biens sur la Liste du Patrimoine mondial

Lors de sa neuvième session, le Bureau du Comité du patrimoine mondial a recommandé l'adoption du projet de directives pour la réalisation de plaques destinées à commémorer l'inscription de biens sur la Liste du Patrimoine mondial qui lui était soumis, et leur inclusion dans les Orientations devant guider la mise en oeuvre de la Convention. Ce texte tel que légèrement amendé (dans sa version française) par le Bureau, est reproduit ci-dessous et soumis pour adoption au Comité.

"Les plaques sont destinées à informer le public, national ou étranger, que le site qu'il visite a une valeur particulière, reconnue par la communauté internationale ; autrement dit que l'intérêt du bien est exceptionnel et dépasse le cadre national pour intéresser le monde entier.

Mais les plaques ont également pour objectif d'informer le public sur l'existence de la Convention concernant la protection du Patrimoine mondial, ou en tout cas sur la notion du Patrimoine mondial et sur la liste qui la concrétise.

Pour répondre à ce double objectif, les suggestions suivantes peuvent être faites :

- la plaque devrait être placée dans un endroit où elle soit bien visible par les visiteurs, sans nuire à l'esthétique des lieux ;
- l'emblème du Patrimoine mondial devrait y figurer ;
- le texte devrait mentionner la valeur exceptionnelle universelle du bien : à cet égard, il pourrait être utile de décrire très brièvement les caractéristiques

du bien qui lui confèrent cette valeur. Les Etats qui le souhaiteraient pourraient utiliser les descriptions parues dans différentes publications et en dernier lieu pour l'exposition du Patrimoine mondial et qui peuvent être obtenues auprès du Secrétariat ;

- le texte devrait également faire référence à la Convention et surtout à l'existence de la Liste du Patrimoine mondial, et de la reconnaissance internationale que l'inscription sur cette Liste implique (en revanche, il ne paraît pas indispensable de mentionner à quelle session du Comité cette inscription a eu lieu) ;
- enfin, il peut être souhaitable que le texte soit rédigé en plusieurs langues, dans le cas de sites accueillant de nombreux visiteurs étrangers.

A titre d'exemple, le texte suivant pourrait être proposé :

'Au titre de la Convention concernant la protection du Patrimoine mondial, culturel et naturel, (nom du bien) figure sur la Liste du Patrimoine mondial. L'inscription sur cette Liste consacre la valeur universelle exceptionnelle d'un bien culturel ou naturel afin qu'il soit protégé au bénéfice de toute l'humanité.'

Le texte pourrait être suivi éventuellement d'une brève description du bien concerné."

Si le Comité en est d'accord, ce texte figurera au chapitre VI - Autres questions - des Orientations, comme nouveau paragraphe B.